

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18941 - 73ÈME ANNÉE

## Plusieurs centaines de personnes pour une conférence sur la crise climatique et des moyens d'y remédier

### Le climat base d'un nouveau rassemblement



**Reportée à hier en raison de l'alerte pré-cyclonique, et malgré les conditions de circulation difficiles, la conférence tenue par Pierre Larroutourou a rencontré un grand succès grâce à une forte participation des militants communistes, et parce que la prise de conscience de la nécessaire lutte contre le réchauffement climatique est un sujet qui commence à rassembler. L'exposé et le débat se sont conclus par un appel à renforcer le collectif Climat 2020. Une adresse mail a été créée afin de rassembler les soutiens réunionnais à cette cause.**

**F**ermée toute la journée en raison des conditions climatiques, l'Université avait exceptionnellement ouvert ses portes hier soir pour permettre la tenue de la conférence « Crise financière, crise climatique, quelles solutions », tenue par Pierre Larroutourou, co-auteur avec Jean Jouzel du livre « Pour éviter le chaos climatique et financier ».

Cet événement a été rendu possible grâce au travail de l'équipe technique de l'Université qui a passé de nombreuses heures à rendre l'amphithéâtre bioclimatique utilisable par plusieurs centaines de personnes. En effet, à la suite des fortes pluies amenées par le passage au large du cyclone Dumazile, il a fallu évacué une importante quantité d'eau qui avait envahi l'amphi.

Malgré les conditions de circulation difficile, plusieurs centaines de personnes avaient répondu présentes. Les efforts des camarades du Port doivent notamment être soulignés, car ils ont fait un détour de plus de 100 kilomètres pour venir à la conférence en raison de la fermeture totale de la circulation causée par les coupures des routes du littoral et de la Montagne. D'autres

camarades du Sud sont également passés par la route des Plaines afin d'être présent à cet important événement. Au total, c'est une forte délégation de sections communistes venues de toute l'île qui a contribué à assurer le succès de la conférence.

### « L'ouverture d'une ère nouvelle »

Outre de nombreux militants du PCR, des étudiants et des enseignants, plusieurs responsables politiques et associatifs avaient montré leur intérêt pour le sujet, tout comme plusieurs élus de la Région, de la CINOR dont le président Gérard Maillot. Deux maires étaient également dans le public : Marco Boyer et Gilbert Annette.

Jean-Claude Carpanin-Marimoutou a tout d'abord pris la parole au nom de l'Université pour le mot d'accueil. Saluant le travail fait par le personnel de l'établissement pour garantir le déroulement de la conférence, il a remercié Maurice Gironcel, président du SIDELEC et maire de Sainte-Suzanne, d'inviter Pierre Larroutou à La Réunion et d'avoir proposé à l'Université d'être partenaire. Il a également souligné l'importance de l'enjeu de la question abordée par la conférence. Jean-Claude Carpanin-Marimoutou a notamment rappelé que cet événement avait lieu au lendemain de l'anniversaire de Paul Vergès, qui avait inscrit la lutte contre le réchauffement climatique dans son action politique.

Maurice Gironcel a pour sa part noté la responsabilité de l'être humain dans le réchauffement climatique actuel. « La planète change, nous devons changer nos comportements », a-t-il dit, appelant à « l'ouverture d'une ère nouvelle de responsabilité collective ». Un pas important est franchi depuis la ratification le 4 novembre 2016 de l'Accord de Paris qui prévoit de contenir la hausse de la température moyenne de la Terre de 2 degrés tout au plus. Soulignant que « Sainte-Suzanne est une commune à énergie positive », et rappelant que SIDELEC est une instance consensuelle, Maurice Gironcel a salué la diversité du public rassemblé pour la conférence. Et a conclu en ces termes : « si nous occupons le climat, le climat va occuper nous ».

### Sortir du charbon et du pétrole

Pierre Larroutou a commencé son exposé en constatant que le réchauffement climatique est une crise irréversible, causée par les êtres humains. La température est d'aujourd'hui 1,2 degré plus élevée que la moyenne 1880-1920. Cela entraîne un dérèglement du cycle de l'eau, d'où des sécheresses et la diminution brutale du cycle de l'eau. Face à 4 fois plus d'événements climatiques extraordinaires, et un réchauffement climatique 50 fois plus important que le dernier réchauffement, la prise de conscience a été initiée par les scientifiques. Pierre Larroutou rappelle l'appel l'an dernier de 15.000 scientifiques affiché à la « une » du « Monde ».

Si rien ne change, les perspectives sont inquiétantes, avec la paix mondiale en jeu. Par exemple, dans 30 ans, la France connaîtra des pics de canicule à plus de 55 degrés. L'Asie du Sud sera inhabitable pendant un tiers de l'année car il fera trop chaud et trop humide. Les engagements pris par les États à la suite de l'Accord de Paris restent insuffisants. Ils entraîneront une hausse de la température moyenne de 4 degrés. Pour arriver à l'objectif de l'Accord de Paris, +1,5 degré, il faudra diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre. Cela suppose d'agir pour qu'une nouvelle politique soit mise en place, avec les bases fixées dans les deux années à venir. C'est l'objectif du collectif Climat-2020.

### Deux ans pour agir

Cela suppose d'importants investissements en Europe que Pierre Larroutou propose de financer par deux outils. C'est tout d'abord la création monétaire. La Banque centrale européenne crée 80 milliards d'euros par mois pour relancer l'économie. Cela fait plus de 1.000 milliards par an. 89 % de cette somme va à la spéculation et seulement 11 % à l'économie réelle. D'où la proposition de consacrer cette somme à la conversion de l'industrie européenne vers le zéro émission de gaz à effet de serre, à l'isolation des bâtiments et à de nouveaux modes de transport. L'autre source de recette est un impôt européen de 5 % sur les bénéfices des sociétés. La marge de manœuvre existe, car le taux de cet impôt en Europe est passé en moyenne de 40 % à 19 % entre 1990 et aujourd'hui. Les sommes obtenues permettront de financer des investissements selon la proposi-

tion suivante : 50 % en subvention, et 50 % en prêt à taux zéro. Une telle politique entraînerait la création de 600.000 emplois nets en France, et plusieurs millions en Europe. Une partie de ce fonds serait affecté à l'Afrique, 50 milliards par an.

Le collectif Climat 2020 milite pour inscrire ces orientations dans un nouveau traité européen, jugé nécessaire après le Brexit et la défiance croissante des peuples vis-à-vis de l'Europe. Il demande que ce traité soit soumis au vote de tous les citoyens des États membres la même semaine.

Pierre Larroutou rappelle qu'en trois semaines a été créée la Communauté européenne de l'acier et du charbon, qui plaçait sous un contrôle international les matières premières des armes. L'envoi d'astronautes sur la Lune quelques années après la décision, ou la réalisation de l'école pour tous en France sont des précédents qui montrent qu'à partir d'une volonté politique, il est possible de changer radicalement de politique en un temps court.

### « Chacun peut apporter une parole »

Après l'exposé, Elie Hoarau est intervenu. Le président du PCR a situé l'enjeu du débat : comment sauver la vie sur la planète. « Il faut changer radicalement, on sait comment faire, tout le monde est d'accord. Mais pour agir, des intérêts considérables doivent être surmontés ». Le dirigeant communiste a insisté sur les mentalités à changer : « il faut expliquer, prendre conscience de la situation et des alternatives ».

« Chacun peut apporter une parole, en tant que Réunionnais nous pouvons le faire auprès de l'Europe », a-t-il poursuivi. Il a salué l'initiative du collectif Climat-2020, « il faut amorcer, l'Union européenne peut être pionnière ».

La conférence s'est poursuivie par des interventions de plusieurs partenaires de la venue de Pierre Larroutou. Le public a ensuite été invité à enrichir le débat.

La soirée s'est conclue par la présentation du relais à La Réunion de la campagne menée par Climat-2020. Toutes les personnes intéressées peuvent apporter leur contribution en écrivant à l'adresse mail suivante :

collectif974@climat-2020.eu

Edito

# Embouteillages à cause de la route du littoral basculée : la responsabilité de Gilbert Annette

**T**émoignages d'hier a abordé les conséquences du passage à plus de 300 kilomètres du cyclone Dumazile sur le réseau routier. Les perturbations sont si considérables que l'on ne peut qu'être soulagé que le centre du cyclone soit passé aussi loin de notre île. Si la liaison entre le Nord et l'Ouest est rétablie, elle sera encore fortement perturbée pendant plusieurs jours. Les dizaines de milliers de Réunionnais qui empruntent cet axe pour se rendre à Saint-Denis et en revenir sont donc condamnés à perdre encore des heures supplémentaires dans les embouteillages. Ceci vaut également pour les transporteurs de marchandises qui doivent par conséquent diminuer leurs rotations et donc leur chiffre d'affaire.

Cette situation ne doit rien à la fatalité. Lors de la conférence d'hier à l'Université, Pierre Larroutrou a rappelé qu'en 2017, les vendeurs de voitures ont vendu plus de 27.000 véhicules neufs l'an dernier. Ceci engendre notamment de la pollution et contribue à la crise climatique. Mais c'est également un pas de plus vers la paralysie générale de l'île, car la superficie de notre île n'est pas extensible. C'est ce que rappelle en plus la stagnation du kilométrage des routes gérées par la Région depuis 2010. D'où la recherche de transports adaptés à notre réalité géographique. C'est ce qu'a souligné lors du débat d'hier Laurent Blériot, intervenant en Master Développement durable à l'Université, quand il a parlé des transports par câbles.

Mais ce qu'il faut surtout rappeler, c'est que les embouteillages actuels sont la conséquence de décisions politiques. En effet, jusqu'en 2010, les Réunionnais pouvaient espérer bénéficier au plus tard en 2017 de deux infrastructures pour aller de Saint-Denis à La Possession : une nouvelle route du littoral et un tram-train. Si ce programme avait été respecté, tout serait réglé. Car même en cas de problème sur la NRL, il y aurait le train, totalement sécurisé car passant en tunnel sous la montagne. Mais en 2010, Gilbert Annette a décidé de tout faire pour que l'Alliance perde les élections régionales. Cela s'est traduit par le maintien de la liste socialiste arrivée en 3e position au premier tour, et qui comptait 17 points de retard sur celle de l'Alliance qui menait la course avec 30 % des suffrages. Ce maintien a permis l'élection de Didier Robert à la présidence de la Région. Il s'est alors empressé de supprimer les deux chantiers prévus pour les remplacer par une route en mer dont la réalisation tourne au fiasco. Tous les désagréments subis par les usagers de la route du littoral découlent de cette décision de Gilbert Annette.

**J.B**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Journée internationale des droits des femmes : appel du Groupe des Femmes communistes de La Réunion

### 8 mars : rassemblement de solidarité avec Ahed Tamimi et à toutes les femmes en lutte

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le Groupe des Femmes communistes de La Réunion invite à un rassemblement demain à 16 heures 30 à Champ Fleuri, Saint-Denis. Le thème de cette mobilisation est la solidarité avec Ahed Tamimi, Palestinienne de 16 ans retenue prisonnière parce qu'elle a résisté à l'armée d'occupation israélienne. Voici le texte de cet appel.

« Le 5 février dernier, nous avons tenu une conférence de presse pour sensibiliser l'opinion réunionnaise sur la situation d'Ahed Tamimi, à la veille de son procès.

Cette jeune Palestinienne de 16 ans est actuellement détenue car elle a osé gifler un soldat de l'armée occupant son pays après avoir appris que son cousin Mohamed, 14 ans, avait reçu une balle en caoutchouc dans la tête.

Le procès de cette jeune résistante a été reporté au 11 mars prochain. Nous avons alors proposé de faire du 8 mars 2018 une journée exceptionnelle de solidarité à cette jeune militante.

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes est en effet, un jour privilégié pour réfléchir à la condition de la femme chez nous et dans le monde entier.

De nombreux combats ont été menés et des victoires acquises mais beaucoup de luttes sont encore à mener

à La Réunion et dans le monde.

Cela nous oblige à être solidaires.

Parmi ces luttes, celle menée en ce moment même, par la jeune Palestinienne Ahed, qui a osé résister à l'oppression dont est victime son peuple, nous apparaît symbolique.

Pour cet acte de résistance, Ahed Tamimi, risque des années d'emprisonnement.

Nous vous invitons, lors de cette journée, à venir exprimer à Ahed et à toutes les femmes en lutte dans le monde, notre solidarité.

Nous vous proposons donc de nous réunir

Toutes et tous le 8 mars à 16h30

À Champ Fleuri sur le Parvis des droits de l'homme ».

Le collectif peut être joint à l'adresse suivante : [femmescommunistes974@gmail.com](mailto:femmescommunistes974@gmail.com)

## FSU : « l'égalité femmes/hommes passe aussi par des services publics de qualité »

« Le mouvement qui a suivi la révélation des violences sexuelles subies par des actrices dans le cadre de leur travail a permis de rendre visible l'ampleur des violences sexistes. Face à cela, le Président de la République se contente d'annoncer à peu de frais que l'égalité femmes/hommes sera labellisée « grande cause nationale ». Pour la FSU, ce n'est pas à la hauteur des enjeux qui méritent pourtant une politique ambitieuse, avec des moyens financiers et humains et des dispositifs contraignants pour espérer en finir avec les abus et les inégalités persistantes. La Secrétaire d'État à l'égalité femmes/hommes est malheureusement plus connue pour ses déclarations fracassantes que pour son action. Elle reste en outre étonnamment discrète sur l'indigence budgétaire de son ministère, l'apparente augmentation n'étant en réalité qu'un rattrapage après une baisse drastique l'an dernier.

Le doute est donc de rigueur quant à la volonté réelle du gouvernement de s'attaquer à ce fléau social.

Les femmes représentent 62 % des agent-es-ont de la Fonction publique. La FSU dénonce notamment le gel des salaires, le décalage du calendrier PPCR, la précarisation toujours plus grande des emplois qui, au-delà de l'injustice qu'ils représentent pour l'ensemble des personnels, sont particulièrement préjudiciables aux femmes.

La FSU demande que tous les ministères et toutes les collectivités locales fassent preuve d'une politique volontariste et s'emparent réellement du protocole « égalité professionnelle » dans la Fonction publique du 8 mars 2013 pour remédier aux situations d'inégalité qui persistent.

Les violences sexistes et sexuelles au travail sont inacceptables et ont des impacts conséquents sur la santé physique et mentale des victimes et sur leur carrière professionnelle.

Les dernières études révèlent que la Fonction publique n'est pas épargnée. La FSU exige un plan d'ampleur et des moyens humains et financiers fléchés pour lutter contre toutes les formes de violence.

Il est aussi urgent de mettre en place des dispositifs de prévention. La lutte contre les stéréotypes de genre toujours persistants dans les médias, à l'école, dans la vie publique et privée doit être un objectif prioritaire. Des modules de formations initiale et continue doivent être initiés pour l'ensemble des personnels.

Pour la FSU, la garantie de services publics pour toutes et tous sur l'ensemble des territoires, de la petite enfance à la perte d'autonomie est aussi un moyen pour accéder à l'émancipation des femmes et à l'égalité. »

**FSU Réunion**

## Sud PTT Réunion et Solidaires Finances Publiques Réunion dénoncent

### La Poste veut faire payer l'aide à la télé-déclaration des revenus

**Sud PTT Réunion et Solidaires Finances Publiques Réunion dénoncent la facturation par la Poste de l'aide apportée aux contribuables qui n'ont pas les moyens d'utiliser Internet pour remplir leur déclaration des revenus. Or, la télé-déclaration devient la seule voie possible pour accomplir cette démarche indispensable. Voici le communiqué commun publié hier.**

**L**e syndicat SUD PTT Réunion s'inquiète de la dernière annonce de la Direction de La Poste, concernant l'assistance à la télé-déclaration du contribuable qui sera effectuée par le facteur.

Alors que le service de la Distribution est en sous-effectif à La Poste de La Réunion, que des emplois sont supprimés tous les ans, que les délais d'acheminement des courriers/colis ne sont pas respectés, que les réclamations des usagers explosent, que la qualité de service se dégrade, La Poste voudrait que les postier-es effectuent une tâche supplémentaire alors qu'elle supprime des emplois tous les ans. Les colis et les imprimés publicitaires ayant augmentés sur notre île, l'arrivée tous azimut de nouveaux services va engendrer une surcharge de travail pour le facteur qui aura du mal à finir sa tournée.

Après « veillez sur mes parents », ce service payant est totalement éloigné de la mission de service public du facteur. D'autre part nous nous inquiétons de la responsabilité des agents en cas d'erreur, qui portera la responsabilité ? Le manque de formation des agents ne va-t-il pas entraîner des incivilités ?

Pourquoi une partie de la population réunionnaise qui n'est pas à l'aise avec le tout numérique devrait

être pénalisée ?

Surtout, pourquoi les services des Finances Publiques à la DGFIP ne disposent plus des moyens adéquats pour accompagner le passage vers le numérique ? C'est là que se trouvent les compétences et le conseil auprès des contribuables...

Les politiques publiques menées depuis 15 ans massacrent le service public des Finances Publiques aux contribuables : plus de 38000 emplois supprimés, encore 1600 cette année, réduction des horaires de réception malgré l'affluence croissante du public aux guichets.

Ainsi les charges de travail augmentent de façon très importante particulièrement à la Réunion, remettant en cause la mission d'accueil, mission emblématique notamment au cours de la campagne déclarative d'impôt sur le revenu.

Alors la Direction de la Poste et la Direction Générale des Finances Publiques se chargent de forcer le transfert des missions sans connaître et reconnaître la technicité et la compétence des uns et des autres au détriment des contribuables qui paieront la fin d'un service public gratuit. La précipitation du gouvernement, et la course au « tout rentable » sont révélatrices

d'un comportement qui élude la place centrale de l'utilisateur, tout doit partir de lui et de ses besoins.

L'exemple de la Direction de la Poste qui profite de l'image de tiers de confiance des postiers pour vendre une prestation est parlant.

Le tout numérique prôné par le gouvernement ne doit laisser personne au bord du chemin. Dématérialisation, digitalisation, numérisation, les nouvelles technologies ne doivent pas servir de prétexte à des destructions d'emploi public ou à la facturation de prestations jusque-là gratuites pour les usagers.

On en arrive à payer pour payer ses impôts, un comble !

Le glissement de services jusque-là offerts, vers des services payants n'est pas acceptable.

Sud PTT Réunion et Solidaires Finances Publiques Réunion demandent simplement des moyens suffisants et adaptés pour répondre aux demandes du public et faire correctement les métiers pour lesquels les personnels ont été formés.

### In kozman pou la rout

#### “Lo sal i angrès koshon ! “: in kozman pou la rout

Sak son famiy l'avé ib l'élvaz koshon, i koné bien kosa i lé lo sal. Dizon sé bann lo graé-graé, avèk désèrtin z'afèr dodan konm bann morso légime, pome tèr, sansa patate, rouroute osinonsa konflor. Kozman-la, sans prop, ni kon pran sa bien é lé pa bézooïn an avoir bak plis vinnsink pou bien konprann ali. Mé néna galman in sans figiré é mi diré mèm sé in foutan vik i parl lo sal é ni pé oir sa konm in kékshoz in pé malonète konm volé, vann la drog, épi fé tout sor z'afèr la moral i kondane. Mé si la moral i kondane, la pa pou sa k'i anrishi pa son onm. In gran mésyé konm Proudhon, in lidéolog fransé, disnévyème syèkl, téi di pa : « La propriyété sé lo vol ! ». Lo vol la pa in n'afèr prop, i pé mèm konpar sa avèk lo sal. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

# Otè

## Rogré i vin apré la mor

*Matant Zélida la ékrir Justin*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dopi l'éternité, si mi suiv azot bien, i diré promyé foi siklone i suiv inn é l'ot a la ké lélé, promyé foi, si mi kroi azot la plui i tonm a kasé-brizé par la fote lo soidizan réshofman klimatik. Alé oir sanm pou moin, si mi rapèl bien lo tan pasé, l'avé désèrtènn pèryod téi fé sho, d'ot pèryod la plui téi tonm, d'ot pèryod séshrès. Donk, mi oi pa kèl shanzman la spassé é konm moin la fine dir, in pé i pans l'om i sava ranplas bondyé é kom mi di souvan dé foi : « La pa domin la vèye ! ». Tok ! Pran sa pou toi !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant i koz toultan la boush rouvèr, i étone pa moin d'ou in kalité kozman konmsa. Si mi fé lo rézimé sak ou l'aprè di : sé bondyé i komann la natir épi bann rouj-de-fon lé zis kapab krétik bann droite a tor, an travèr pou in oui, pou in non.*

*Poitan matant vi oi ou mèm dovan out zyé déga lé z'onm l'aprè fé dsi la tèr é pa arien déor, isi anndan osi, shé nou. Di amoin matant si solon ou lé z'onm lé pou arien dann la fason la natir la dégradé. Di amoin galman lé z'onm lé pou arien dann fason in bonpé zoizo épi in bonpé poisson la disparète. Si in zour na pi tang pou shasé, na pi gèp pou rodé, na pi kapisin karème pou pésé d'aprè ou sé Bondyé l'otèr sansa sé l'onm ?*

*Si in zour na pi la glas dsi pol nor épi na tro la glas dsi pol sid, si la otèr la mèr la monté papa vèye pa koman, lé zonm sar pou arien. Si ou i oi in torti d'mèr l'aprè toufé avèk sashé plastik dann la mèr, lo mond lé pou arien : mèm sak lafé lo sak, épi sak la zète dan la mèr . Zot sré pou arien zot alor ?*

*Matant bann saz in pé tout péi la di sak i fo pa fèr pou pa dégrade vitman la natir é spandan zot lé pa ékouté . Konm demoun i di matant : « Rogré i vien apré la mor ! » . Rogré l'imanité va vni kan sar tro tar. Tok ! Pran sa pou ou.*

*Justin*